



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 496 – 16 juin 2023

❖ Régional

La BCEAO maintient son taux directeur à 3%

Le 7 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a [annoncé](#) maintenir inchangés son taux directeur (3%) ainsi que son taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal (5%). Cette décision intervient après plusieurs hausses successives depuis juin 2022, la dernière datant du 16 mars dernier, en vue de lutter contre l'inflation. Le CPM a estimé le 7 juin dernier qu'il n'était pas nécessaire d'augmenter ses taux directeurs, car l'inflation a nettement ralenti, passant de 8,4% en septembre 2022 à 5,7% en mars 2023 et enfin à 4,6% en avril 2023. Selon le CPM, ce recul serait le fruit des bons résultats agricoles de la campagne 2022/2023, de la réduction des coûts de l'énergie, de la politique monétaire restrictive de la BCEAO et des efforts des Etats pour lutter contre la vie chère.

Partenariat entre la BOAD et le Ci20

A l'occasion de la 2^{ème} édition du Sommet africain des start-ups et de l'économie numérique ([Sasen](#)), qui s'est tenu à Abidjan les 8 et 9 juin sur le thème "Economie numérique, levier de création d'emplois pour la jeunesse africaine", un [accord-cadre](#) de coopération entre la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et l'association Côte d'Ivoire Innovation 20 (Ci20) a été conclu. Cette coopération porte

LE CHIFFRE À RETENIR

1,5 M

Le nombre de personnes qui auraient basculé dans l'extrême pauvreté au Burkina Faso en 2022

notamment sur (i) la réalisation de projets et de programmes de développement et de promotion du secteur de l'économie numérique, en général ; (ii) la co-construction de véhicules financiers innovants au profit des Startups et des entreprises technologiques des Etats-membres ; (iii) l'accompagnement institutionnel et technique des programmes et opportunités créateurs de valeur, de revenus et d'emploi jeunes, proposés par le Ci20 ; (iv) la co-construction de clusters business, à fort impact social et environnemental.

❖ Bénin

Création d'un guichet unique de paiements des factures de services publics

Le 14 juin 2023, le gouvernement béninois a [acté](#) la création de "l'Agence de collecte des paiements et de recouvrement". Cet établissement public sera le guichet unique de collecte des paiements et de recouvrement des factures de plusieurs agences nationales comme

la Société nationale des eaux du Bénin (SONEB), la **Société béninoise d'énergie électrique (SBEE)** et éventuellement la Société de gestion des déchets et de la salubrité (SGDS). Les missions de l'agence sont entre autres de collecter les factures et les redevances, de procéder aux rappels en cas de retard et de sensibiliser les citoyens aux risques encourus en cas de fraude. **Cette démarche s'inscrit dans la politique du gouvernement d'améliorer la perception des recettes publiques en simplifiant les démarches administratives.**

🇸🇵 Burkina Faso

Inflation à -0,3% en g.a. en mai 2023

Selon l'Institut national de la statistique et de la **démographie (INSD)**, le **taux d'inflation s'est établi** à -0,3% en glissement annuel (g.a.) en mai 2023, contre +0,2% le mois précédent. Ce niveau **d'inflation est imputable au repli des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-2,7% en g.a.) et des loisirs et cultures (-0,1% en g.a.)**. Toutefois, les prix des autres catégories de dépenses ont tous enregistré une hausse, à **l'instar des transports (+6,5% en g.a.)**, "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+5,1% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+4,4% en g.a.). Par ailleurs, il est à noter que le **taux d'inflation** en zone négative se justifie par un important effet de base, car il se situait déjà à 15,3% en mai 2022. Ainsi, le **taux d'inflation** en moyenne annuelle est 10,1% en mai 2023.

Le taux de pauvreté aurait augmenté de 5,9 points en 2022 selon un rapport de la Banque Mondiale

La Banque mondiale [a présenté](#) le 12 juin 2023 son dernier rapport sur la situation économique au Burkina Faso, intitulé "Renforcer la résilience financière face aux risques climatiques". Après une reprise économique forte à 6,9% en 2021, la [croissance du PIB](#) du Burkina Faso a connu une décélération en 2022 à 2,5%, imputable à la **baisse de l'activité minière de 13,7%**, tandis que le pays a souffert de l'inflation la plus élevée de

l'UEMOA, soit **14,1%**. L'inflation alimentaire (23,4% en moyenne en 2022) et les mauvais résultats économiques, notamment dans le secteur agricole, ont entraîné une augmentation du taux de pauvreté de 5,9 points (1,5 M de burkinabè supplémentaires seraient tombés **dans l'extrême pauvreté**). Un rebond de la croissance est anticipé à 4,3% en 2023, tiré essentiellement par la consommation privée et publique, les dépenses publiques restant élevées. À moyen terme, l'investissement privé devrait se redresser et s'accélérer, tandis que les secteurs primaire et tertiaire resteront les principaux moteurs de la croissance.

Lancement des souscriptions par actionnariat populaire au profit de l'entrepreneuriat communautaire

Le 12 juin 2023, le Président de la Transition a [procédé](#) au lancement officiel du programme de **souscription à l'entrepreneuriat communautaire** par actionnariat populaire. Pour la 1^{ère} phase, le programme financera 4 projets d'entreprises, **lesquelles bénéficieront également d'une contribution à hauteur de 20% de la part de l'Etat burkinabè**. Les souscriptions vont de 5000 FCFA (7,6 EUR) à 15 000 FCFA (22,9 EUR) par action, selon le projet. Le programme est piloté par l'**Agence pour la promotion de l'entrepreneuriat communautaire (APEC)**, créée en mars 2023. Cette démarche est le fruit de la volonté **d'accentuer l'autofinancement national** exprimé par le Président, dans un contexte d'accès aux capitaux restreints.

🇸🇵 Cap-Vert

Le taux d'emploi informel se situe à 53,8% en 2022

Selon les statistiques du marché du travail **publiées par l'Institut national de statistique du Cap-Vert**, l'emploi informel [représente 53,8%](#) de l'emploi total en 2022. Ce chiffre serait en baisse par rapport à 2015, où l'emploi informel représentait 61,5% de l'emploi total. En 2022, ce sont les [plus jeunes \(18-24 ans\)](#) et les plus âgés

(+65 ans) qui sont les plus concernés, avec respectivement 80,8% et 83,7% de ces classes d'âge qui occupent un emploi informel. La réduction de l'emploi informel est l'un des objectifs que s'est fixé le gouvernement du Cap-Vert, en développant notamment une stratégie de transition de l'économie informelle à l'économie formelle.

🇨🇮 Côte d'Ivoire

Lancement de la phase pilote de la Bourse des matières premières agricoles

Le gouvernement ivoirien [a annoncé](#) le lancement d'une phase pilote de 24 mois pour la Bourse des matières premières agricoles (BMPA). Les premières denrées choisies pour le démarrage de la BMPA sont la noix de cajou, le maïs et la noix de cola. La mise en place de la BMPA a pour objectifs entre autres de (i) corriger les distorsions observées des marchés ; (ii) fluidifier la circulation des produits agricoles ; (iii) améliorer les revenus des producteurs via l'établissement d'un prix de base négociations sur les contrats commerciaux et (iv) capter les ressources nécessaires à la modernisation du secteur agricole. La phase pilote sera exécutée par la BRVM dans le cadre d'une convention de mandat de gestion.

Signature d'un accord avec ACC pour la construction d'un complexe immobilier de luxe

Le 5 juin 2023, le Ministre du Tourisme et l'entreprise ACC Côte d'Ivoire, filiale du groupe saoudien ACC (Arabian construction company), [ont signé](#) un protocole d'accord pour la construction d'un complexe immobilier constitué de 3 tours jumelles dans la commune du Plateau à Abidjan. Les tours seront construites sur l'actuel site abritant le siège de l'Agence ivoirienne de presse (AIP) et intégreront une clinique, des commerces, un hôtel de luxe, des résidences et des bureaux, pour un coût total estimé à 285 M EUR. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de

développement touristique (Sublime Côte d'Ivoire 2018-2025), qui vise entre autres à faire du pays un hub touristique pour les affaires.

Création d'un Comité de concertation pour évaluer les conséquences de l'augmentation des tarifs de l'électricité

Suite à la [décision gouvernementale](#) d'augmenter les tarifs de l'électricité, les industriels se sont accordés avec le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME pour travailler au sein d'un comité de concertation afin de rendre l'incidence de cette mesure sur leurs prix de vente la plus supportable possible pour la population. Le ministre a, au cours de la rencontre, rappelé que l'ajustement tarifaire constitue une contrepartie nécessaire aux investissements massifs entrepris ces dix dernières années. Pour rappel, l'ajustement tarifaire ne concernera que 11% des abonnés, à savoir une hausse (i) de 10% pour les 15A et plus domestique, les professionnels et les triphasés et (ii) de 15% pour la moyenne tension et la haute tension.

🇬🇲 Gambie

Le FMI octroie 6,7 M USD au terme de la dernière revue du programme FEC

Le 12 juin 2023, le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la 6^{ème} et dernière revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), permettant le décaissement de 5 M DTS (6,7 M USD) en faveur de la Gambie. Ce montant porte le total des décaissements au titre de l'accord FEC à environ 70,6 M DTS (94 M USD). Le FMI considère que les performances de la Gambie dans le cadre du programme ont été globalement satisfaisantes, en dépit des chocs liés à la guerre en Ukraine, à la pandémie de COVID-19 et aux inondations. Cependant, compte tenu des vulnérabilités liées à la dette publique (83,9% du PIB en 2022), les efforts doivent se poursuivre pour renforcer la mobilisation des recettes intérieures et donner la priorité aux projets d'investissement. Le taux de

croissance s'est situé à 4,4% en 2022 et est projeté à 5,6% en 2023. En outre, l'inflation a atteint 11,5% en moyenne en 2022 et devrait s'accélérer à 12,9% en 2023.

Guinée

Inauguration du pont de la Soumba

Le Premier ministre a [inauguré](#) le 7 juin 2023 le pont de la Soumba, situé dans la préfecture de Dubréka, en présence de l'Ambassadeur du Japon et du représentant de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Les travaux de reconstruction, financés par la JICA à hauteur de 13,3 M USD, ont été exécutés par l'entreprise Dai Nippon. La mise en service du nouveau pont devrait désengorger la nationale N°3 Conakry-Boké, désenclaver les zones minières de Boké, Fria, Sangarédi et Kamsar et faciliter l'interconnexion avec les pays limitrophes.

Libéria

Ratification de 2 accords d'un montant total de 26 M EUR signés avec Bank Leumi

Le 13 juin 2023, la Chambre des représentants a [ratifié par un vote à l'unanimité deux accords de financement](#), signés en janvier dernier par le Ministre de l'économie et des finances et liant le gouvernement et la Banque Leumi Le-Israel B.M. pour un montant de 26,1 M EUR. Il s'agit, d'une part, d'un accord de crédit à l'exportation, d'une valeur de 21,6 M EUR, et d'autre part, d'un accord de facilité de paiement de 4,5 M EUR, à un taux d'intérêt égal à l'EURIBOR (1 an) majoré respectivement de 1,3% et de 2,5% par an. Ces deux financements seront destinés à la construction d'un complexe agro-industriel de volaille qui consistera en une "ferme d'œufs intégrée" comprenant les unités nécessaires à la commercialisation des œufs depuis le moulin visant à produire de la nourriture pour les volailles, jusqu'à la station d'emballage d'œufs.

Mauritanie

Approbation de la convention avec Onyx Investment pour la réalisation d'un complexe hôtelier 5 étoiles

Le 14 juin dernier, le gouvernement mauritanien [a approuvé](#) la convention d'établissement signé avec la société Onyx Investment Mauritania pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier 5 étoiles d'une superficie de 13 180 m², au sud de El Mamghar, à 115 km au nord-ouest de Nouakchott. D'un coût estimé à plus de 6 Mds MRU (159,6 M EUR), ce complexe hôtelier aura une capacité de 100 chambres et 20 chalets et comprendra entre autres une marina privée, des terrains de golf et une piste d'atterrissage.

Niger

43 M EUR engagés à travers l'attribution de marchés publics pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Lors du [Conseil des ministres du 8 juin 2023](#), le ministre du Commerce a annoncé l'attribution d'un marché public relatif à l'acquisition de 57 500 tonnes de céréales (mil, maïs et sorgho) pour le compte de l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN), d'un montant de total de 18,4 Mds FCFA (28 M EUR). Le ministre de l'Elevage a à son tour fait état de l'attribution d'un marché public visant à acquérir 30 500 tonnes d'aliments pour bétail (soit 95,3% de l'objectif sur 2022-2023), pour un montant total de 10,1 Mds FCFA (15,3 M EUR). Ces différentes acquisitions s'inscrivent dans le cadre des actions du gouvernement en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire.

5 M EUR de l'UE pour renforcer la lutte contre le terrorisme

Le 8 juin 2023, le Conseil européen [a adopté](#) une mesure d'assistance d'un montant de 4,7 M EUR au titre de la facilité européenne pour la paix pour soutenir les forces armées nigériennes. Ces

crédits ont vocation à renforcer les capacités militaires des forces armées dans les zones les moins sûres du Niger, grâce à un appui des forces aériennes. Une autre mesure d'assistance d'un montant de 297 000 EUR a également été adoptée en vue d'assurer une utilisation, une maintenance, un stockage et un suivi adéquats des équipements militaires fournis aux forces armées nigériennes. **L'objectif est de renforcer la capacité du pays à défendre la population civile contre la menace terroriste croissante. Ces mesures s'ajoutent aux dispositions déjà adoptées en juillet 2022 et en mars 2023, pour un volume financier total de 65 M EUR.**

🍷 Sénégal

Hausse des ressources budgétaires de 17% en g.a à fin avril 2023

Les 4 premiers mois de l'année 2023 ont été marqués par une progression des ressources budgétaires sénégalaises de 16,9% en glissement annuel (g.a) pour atteindre 1 148,6 Mds FCFA (1,7 Md EUR) fin avril 2023. Cette évolution s'explique principalement par la progression des recettes fiscales – composante principale des ressources de l'Etat – qui ont progressé de 11,4% pour atteindre 998,6 Mds FCFA (1,5 Md EUR) fin avril 2023, en particulier sous l'effet de la hausse des recettes issues des droits de douanes et des impôts directs. Les recettes non fiscales ont également augmenté (+78,1%) pour s'élever à 86,8 Mds FCFA (132,3 M EUR) tandis que les dons se sont établis à 63,2 Mds FCFA (96,3 M EUR) sur la période.

Appui budgétaire de 300 M USD de la BM

La Banque mondiale a approuvé le 13 juin 2023 un appui budgétaire de 300 M USD au profit du Sénégal. Il s'agit de la deuxième étape des deux Opérations de politiques de développement (DPO) qui visent à soutenir la mise en œuvre de réformes pour (i) améliorer l'accès à la santé ainsi que le développement de la protection sociale et des opportunités pour les femmes ; (ii) améliorer la gestion de la dette et la mobilisation équitable

des recettes fiscales ; (iii) stimuler l'accès au financement et la participation du secteur privé sénégalais dans les domaines du numérique et de l'énergie.

La coopération avec l'USAID évaluée à 475 M EUR sur la période 2020-2025

Le 13 juin 2023, la revue conjointe du portefeuille de projets qui s'est tenue entre l'USAID (agence des États-Unis pour le développement international) et le gouvernement sénégalais a permis de faire le bilan provisoire de leur stratégie de coopération 2020-2025 basée sur une nouvelle approche appelée "Le parcours vers l'émergence". Cette stratégie s'articule autour de trois piliers tirés du Plan Sénégal Emergent (PSE) : (i) une croissance économique inclusive et durable ; (ii) un investissement dans le capital humain ; (iii) une efficacité et redevabilité du gouvernement accrues (gouvernance). Cette coopération comprend actuellement 67 projets répartis dans toutes les régions du pays pour un montant global de 326 Mds FCFA (475,3 M EUR), dont 86 Mds FCFA (131,1 M EUR) pour l'année 2022.

🍷 Sierra Leone

Signature d'un accord avec la FAO et le Vietnam pour soutenir la filière rizicole

Le 9 juin 2023, la Sierra Leone a signé un accord avec la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) en collaboration avec le Vietnam afin de renforcer sa filière rizicole. Le pays veut améliorer son autosuffisance dans ce produit alimentaire de base car la production locale ne couvre que 70% des besoins annuels. Le Vietnam déploiera ainsi des experts spécialisés dans l'irrigation et la gestion des récoltes dans le but d'accroître la productivité du secteur rizicole sierra léonais. D'une durée de 4 ans, le coût total du projet est estimé à 5 M USD.

Togo

Lancement d'un projet de gestion durable des déchets

Dans le cadre de son Programme de renforcement des services publics locaux-assainissement et déchets, le Togo a lancé le 13 juin 2023 le projet Gestion des déchets et décentralisation (Gedec), en vue **d'améliorer** la salubrité urbaine du pays. **Mis en œuvre** par Expertise France qui appuiera les collectivités territoriales sur une période de trois ans, le projet consiste à déployer une filière de gestion durable des ordures ménagères et des boues de vidange adaptée à chaque contexte local. Le Gedec **bénéficie de l'appui financier de l'Union européenne (UE)** à hauteur de 4,7 M EUR.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international